

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205084]

**15 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au financement des installations de gestion des déchets relevant des communes et des associations de communes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 28, modifié par le décret du 5 juin 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion des déchets;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 mars 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2016;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 29 avril 2016;

Vu le rapport établi le 9 juin 2016 conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.591/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions communes****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° l'installation de gestion des déchets et, en abrégé, l'installation : le parc à conteneurs, centre de transfert, centre de tri, installation de prétraitement, centre de compostage, installation d'incinération avec valorisation énergétique, installation de biométhanisation;

3° la dépense subventionnable : le débours encouru par la commune ou l'association de communes dans le cadre d'un projet déterminé et pouvant faire l'objet d'une subvention en fonction des dispositions du présent arrêté;

4° la fraction subventionnable : la part de l'investissement égale au rapport entre la capacité pondérale de l'installation effectivement utilisée pour la gestion des déchets visés à l'article 3, et la capacité totale de l'installation;

5° le Ministre : le Ministre qui a la Politique des déchets dans ses attributions;

6° le Plan wallon des déchets : le plan visé à l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du décret.

**CHAPITRE II. — Conditions d'octroi des subventions**

**Art. 2.** Sont éligibles à une subvention les projets concernant :

1° les travaux de construction, de transformation, d'agrandissement d'installations de gestion des déchets ainsi que les travaux de rénovation y afférents, en ce compris :

a) le matériel de gestion, de manutention et de stockage de déchets;

b) les équipements de contrôle nécessaires à la conduite des installations et les équipements assurant le respect des normes environnementales des installations;

c) l'établissement de zones de stockage de déchets avant leur traitement ou le stockage des refus de l'unité de traitement;

d) tout ou partie de l'aménagement des abords et des voies d'accès privées des installations subventionnées à l'intérieur des limites de propriété du site concerné;

e) les bâtiments nécessaires à la conduite des installations de gestion des déchets.

2° les études géotechniques nécessaires à l'exécution de travaux subventionnables visés au 1° et les frais d'exécution d'essais autorisés par l'administration;

3° l'acquisition de biens immeubles nécessaires à l'exécution de travaux subventionnables visés au 1°;

4° les véhicules et engins non immatriculés affectés aux installations de gestion de déchets autres que des parcs à conteneurs;

5° les équipements de transport de l'énergie produite par le bénéficiaire de la subvention jusqu'à la limite de propriété du site concerné.

**Art. 3.** Pour pouvoir faire l'objet d'une subvention, les installations de gestion des déchets sont partiellement ou totalement dédiées à la gestion :

1° des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages;

2° des déchets visés aux rubriques 20 03 02 et 20 03 03 ainsi que ceux visés aux rubriques 20 02 01, 20 03 01 et 20 03 07 pour autant qu'ils proviennent d'administrations, de l'annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

3° des déchets hospitaliers et de soins de santé de classe A et B1, provenant éventuellement d'unités de prétraitement, tels que définis par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé;

4° des déchets pour lesquels la gestion fait l'objet d'une subvention régionale dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets.

**Art. 4.** Ne font pas l'objet d'une subvention :

- 1° les installations de gestion des déchets sur lesquelles le bénéficiaire ne dispose ni d'un droit réel, ni du droit d'acquérir un droit réel en vertu d'une option d'achat;
- 2° les véhicules de collecte et de transport de déchets;
- 3° les voies d'accès publiques extérieures au site d'exploitation;
- 4° toute dépense liée aux frais d'établissement, d'exploitation et de remise en état des centres d'enfouissement technique;
- 5° le démantèlement des biens subventionnés;
- 6° la rénovation ou la transformation d'installations subventionnées durant toute la période d'amortissement de la partie subventionnée de ces installations, à l'exception des travaux destinés à adapter les installations à de nouvelles contraintes législatives ou à accueillir de nouveaux flux de déchets, hormis ceux soumis à une obligation de reprise, suite à l'émergence de nouvelles opportunités économiques ou environnementales de valorisation;
- 7° l'installation de panneaux photovoltaïques;
- 8° hormis pour les parcs à conteneurs, les installations de déchets ou la part de ces installations dédiées à la gestion de déchets ménagers soumis à l'obligation de reprise;
- 9° toute dépense non nécessaire à l'exploitation de l'installation subventionnée.

**Art. 5.** La subvention est accordée ou refusée en fonction :

- 1° des limites des crédits budgétaires afférents aux subventions;
- 2° de la conformité du projet aux dispositions du décret et de sa cohérence avec les objectifs du Plan wallon des déchets;
- 3° du respect par son bénéficiaire des dispositions prévues par le Plan wallon des déchets pour la gestion des déchets concernés par le subside.

### CHAPITRE III. — Obligations du bénéficiaire des subventions

#### Section 1<sup>re</sup>. — Obligations portant sur le fonctionnement des installations

**Art. 6.** Le bénéficiaire de la subvention :

- 1° alimente prioritairement l'installation subventionnée avec les déchets visés à l'article 3, en vue d'atteindre la fraction subventionnable déterminée à l'occasion de la promesse ferme de subvention;
- 2° accepte de manière temporaire et sur invitation du Gouvernement les déchets visés à l'article 3, provenant d'autres communes ou associations de communes, et ce, aux conditions financières équivalentes à celles applicables aux communes utilisant habituellement l'installation, lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent;
- 3° accorde en toutes hypothèses aux déchets visés à l'article 3, en provenance d'autres communes ou associations de communes, un accès non discriminatoire aux installations subventionnées;
- 4° lorsque la subvention a pour objet l'acquisition ou la construction d'un immeuble :
  - a) ne modifie pas la destination de l'immeuble sans l'autorisation du Ministre;
  - b) en cas d'aliénation totale ou partielle de l'immeuble subventionné avant l'expiration de sa durée d'amortissement, informe immédiatement l'administration et rembourse la part non amortie du montant de la subvention majoré de soixante pour cent de la plus-value éventuellement réalisée.

La plus-value est égale à la différence entre le montant payé lors de l'achat de l'immeuble et son prix de revente sachant que :

- le montant payé lors de l'achat de l'immeuble représente le prix payé au vendeur majoré des frais que l'acquéreur a réellement payés; ce montant pouvant être majoré du coût des travaux que le propriétaire aura supportés;
- le prix de revente est celui obtenu par le vendeur, sans qu'il puisse être inférieur à la valeur vénale du bien évaluée par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement, diminué des frais qu'il aura payés pour mettre le bien en vente;

5° constitue des provisions pour grosses réparations sur le total de l'investissement permettant à l'installation de fonctionner de manière optimale pendant toute la durée d'amortissement.

Les provisions visées au 5° sont constituées chaque année à concurrence d'un minimum d'un demi pour cent des investissements de génie civil, de deux pour cent pour les investissements en électromécanique et de cinq pour cent pour les investissements dans le matériel roulant;

6° utilise la dénomination "Recyparc" dans toute communication relative à un parc à conteneurs ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du présent arrêté.

**Art. 7.** Pour les subventions relatives à des installations de gestion des déchets autres que des parcs à conteneurs, le bénéficiaire de la subvention dispose des garanties suivantes en matière d'approvisionnement de l'installation :

- 1° nonante pour cent au moins de la capacité de l'installation sont garantis pour la durée visée à l'article 19, § 2;
- 2° nonante pour cent de la fraction subventionnable de l'installation fixée lors de l'octroi de la promesse ferme sont garantis pour la durée visée à l'article 19, § 2, par un approvisionnement en déchets visés à l'article 3.

Les garanties visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont données soit par référence aux tonnages effectivement traités ou collectés l'année précédant la demande ou aux quantités à collecter projetées en application du schéma de collecte, soit par contrat au sens de l'article 5bis du décret, soit, le cas échéant, par les statuts de l'association.

#### Section 2. — Obligations d'information

**Art. 8.** Au cours du premier trimestre de chaque année, la commune ou l'association de communes transmet à l'administration, qui en informe le Ministre, toute modification intervenue sur les projets approuvés.

**Art. 9.** La commune ou l'association de communes transmet à l'administration par l'intermédiaire du système informatique désigné par celle-ci, les informations permettant d'apprécier l'évolution de la réalisation du Plan wallon des déchets et notamment les informations relatives à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets.

CHAPITRE IV. — *Octroi des subventions**Section 1<sup>re</sup>*. — Base de calcul des subventions

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La subvention est calculée sur le montant final des dépenses subventionnables arrêté par le Gouvernement.

§ 2. Au cas où une installation de gestion des déchets autre qu'un parc à conteneurs n'est pas exclusivement utilisée pour la gestion des déchets visés à l'article 3, la subvention est limitée à la fraction subventionnable sans que celle-ci puisse être supérieure à la fraction subventionnable provisoire déterminée par le Ministre conformément à l'article 16, § 4.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la fraction subventionnable peut être supérieure à la fraction subventionnable provisoire dans les hypothèses suivantes :

1° si l'augmentation reste inférieure ou égale à 5 % de la fraction subventionnable provisoire;

2° en cas d'application de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°;

3° en cas d'accord préalable du Gouvernement d'augmenter, dans un objectif de mutualisation des installations de traitement de déchets, la fraction subventionnable d'une installation projetant d'accueillir une part plus importante de déchets visés à l'article 3. Dans cette dernière hypothèse, c'est ce nouveau montant qui sera pris en compte pour le calcul du point 1°.

Pour les parcs à conteneurs et les terrains, la fraction subventionnable est fixée à cent pour cent.

**Art. 11.** Les dépenses subventionnables comprennent le montant approuvé dans la promesse ferme, auquel sont ajoutés les coûts suivants dûment justifiés :

1° le coût des révisions de prix, pour autant que les travaux aient débuté au plus tard dans les deux ans à compter de l'octroi de la promesse ferme de subvention. Passé ce délai, le coût des révisions ne sera pris en considération que si le demandeur justifie le retard d'exécution par des éléments de force majeure;

2° le coût des modifications et des travaux ou fournitures supplémentaires indispensables et imprévisibles;

3° cinq pour cent du montant total du marché, à titre de frais généraux afférents à l'exécution du marché comprenant :

a) les honoraires de l'auteur de projet et les frais d'étude;

b) les frais de surveillance de l'exécution du marché;

c) les frais d'adjudication;

d) les frais d'assurance et les frais de contrôle et de suivi de l'exécution du chantier jusqu'à réception définitive;

e) les frais de coordination de sécurité;

4° la part de la T.V.A. non récupérable.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'acquisition de biens immeubles, à l'exception des terrains, la subvention est calculée sur la base du prix d'achat, qui n'excède pas l'estimation établie par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement. Le taux de subvention prévu à l'article 13 est d'application.

§ 2. Pour les terrains, la dépense subventionnable est fixée à soixante pour cent du prix d'achat, qui n'excède pas l'estimation du receveur de l'enregistrement compétent ou du comité d'acquisition et est plafonnée à 42.000 euros. Le taux de subvention prévu à l'article 13 est d'application.

§ 3. Pour la construction, l'extension et la rénovation d'un parc à conteneurs, la dépense subventionnable est limitée, hors prix d'acquisition du terrain, à un million d'euros hors T.V.A.

§ 4. Les plafonds visés aux deuxième et troisième paragraphes peuvent, après avis de l'administration et sur décision du Gouvernement, être augmentés jusqu'à un maximum de respectivement 84.000 euros et 1.500.000 euros hors T.V.A. pour des parcs à conteneurs situés sur le territoire des communes de plus de 150 000 habitants dont le dimensionnement est adapté à l'accueil d'une plus grande densité de population. Ces parcs à conteneurs peuvent cependant être situés dans une commune limitrophe.

La mesure visée à l'alinéa précédent ne pourra s'appliquer qu'à maximum deux parcs à conteneurs par zone territoriale visée.

*Section 2.* — Taux des subventions

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de la fraction subventionnable, le taux de la subvention est fixé à :

1° soixante pour cent pour la construction d'un nouveau parc à conteneurs repris dans le réseau wallon établi conformément au Plan wallon des déchets;

2° vingt pour cent pour la construction de nouveaux parcs à conteneurs non-repris dans ledit réseau;

3° septante pour cent pour la rénovation ou l'extension de parcs à conteneurs existants à la date de l'adoption du présent arrêté;

4° trente pour cent pour les installations de biométhanisation;

5° vingt-cinq pour cent pour les installations d'incinération avec valorisation d'énergie;

6° vingt-cinq pour cent pour les installations de compostage;

7° vingt pour cent pour les installations de prétraitement ou de tri, pour les installations de traitement des déchets encombrants, pour les centres de transfert et pour les bâtiments administratifs non intégrés aux installations de traitement et affectés au personnel de gestion des déchets.

Concernant le 3°, la construction d'un nouveau parc à conteneurs accompagné de la fermeture d'un parc existant est considérée comme une rénovation.

§ 2. Les taux déterminés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, 5° et 7°, sont majorés de trois pour cent au cas où l'installation subventionnée accueille au moins dix pour cent des déchets visés à l'article 3, produits dans le ressort territorial d'une autre association de communes.

Ils sont majorés de six pour cent au cas où l'installation subventionnée accueille au moins trente-cinq pour cent de ces déchets et sont majorés de neuf pour cent au cas où l'installation subventionnée accueille au moins soixante pour cent de ces déchets.

Au cas où l'installation subventionnée accueille des déchets produits dans le ressort territorial de plusieurs autres associations de communes, la majoration des taux telle que visée aux deux alinéas précédents est plafonnée à dix pour cent.

Pour l'application du présent paragraphe, le pourcentage de déchets donnant droit à la majoration de taux équivaut au pourcentage de la population dont les déchets sont collectés en vue d'être gérés dans l'installation d'un autre ressort territorial.

**Art. 14.** Pour les installations de compostage et de biométhanisation, le taux de subvention est majoré de cinq pourcent sur présentation des bordereaux attestant la valorisation effective en agriculture, horticulture, sylviculture ou autres travaux de jardinage, de nonante pour cent minimum des quantités de compost ou digestat produit.

#### *Section 3. — Promesse de principe de subvention*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'obtenir la promesse de principe, le demandeur transmet à l'administration le projet technique ainsi qu'une estimation budgétaire du projet et la date estimée de la mise en service industrielle de l'installation.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande de promesse de principe dans les quinze jours de sa réception.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception précise les éléments manquants à préciser ou à fournir. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'accusé de réception pour transmettre à l'administration les éléments manquants.

§ 3. L'administration examine la pertinence technique et économique du projet, les cahiers spéciaux des charges ainsi que la compatibilité du projet avec son budget.

L'administration remet son rapport et son avis au Ministre dans un délai de nonante jours à compter de la réception du dossier complet.

Le délai visé à l'alinéa 2 est éventuellement prorogé du délai de réponse accordé au demandeur, en cas de nécessité de la fourniture d'informations complémentaires sollicitées par l'administration dans le cadre de l'instruction de la demande.

§ 4. Le Ministre statue sur la demande de promesse de principe de subvention dans les nonante jours à dater de la réception du dossier.

#### *Section 4. — Promesse ferme de subvention*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur transmet à l'administration une demande de promesse ferme de subvention sur base d'une justification de la dépense subventionnable approuvée par ses instances compétentes.

La demande comprend :

1° l'estimation du taux de subvention applicable à l'investissement envisagé;

2° l'estimation de la fraction subventionnable;

3° l'estimation de la date de mise en service industrielle;

4° en cas d'acquisition immobilière :

a) l'estimation de la valeur effectuée par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement;

b) le plan parcellaire cadastral;

5° dans le cadre du marché public subventionné :

a) le cahier spécial des charges définitif ayant servi de base pour l'appel à la concurrence;

b) le procès-verbal d'ouverture des offres;

c) l'offre déposée par le soumissionnaire retenu;

d) le rapport d'analyse des offres accompagné de la décision motivée du pouvoir adjudicateur approuvant l'attribution du marché.

L'administration vérifiera, en outre, avant l'octroi de la promesse ferme, que cette décision a fait l'objet d'une décision de l'autorité de tutelle approuvant le mode de passation et l'attribution du marché;

6° la preuve que les garanties d'approvisionnement décrites à l'article 7 sont rencontrées.

§ 2. L'administration accuse réception de la demande de promesse ferme dans les quinze jours de sa réception. Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception précise les éléments manquants à préciser ou à fournir. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'accusé de réception pour transmettre à l'administration les éléments manquants.

§ 3. L'administration communique au Ministre son rapport accompagné de son projet de décision dans un délai de nonante jours à compter de la réception du dossier complet.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est éventuellement prorogé du délai de réponse accordé au demandeur, en cas de nécessité de la fourniture d'informations complémentaires sollicitées par l'administration dans le cadre de l'instruction de la demande.

§ 4. Le Ministre statue sur la demande de promesse ferme de subvention dans un délai de nonante jours à dater de la réception du rapport de l'administration. La promesse ferme détermine le montant provisoire des dépenses subventionnables et la fraction subsidiable provisoire.

#### *Section 5. — Approbation des décomptes finaux*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Une fois le projet faisant l'objet de la subvention réalisé, le demandeur de la subvention adresse à l'administration une demande d'approbation du décompte final des dépenses afférentes au coût de réalisation du projet.

La demande visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend tous les éléments permettant de dresser les décomptes finaux et de calculer définitivement les dépenses subventionnables et comporte au moins :

- 1° une copie de la notification de l'attribution du marché à l'adjudicataire;
- 2° une copie de l'ordre de commencer les travaux;
- 3° une copie des éventuels avenants au marché ou toutes autres modifications du marché;
- 4° une copie des états d'avancement mensuels précisant le relevé détaillé des travaux exécutés justifiant les paiements demandés par l'entrepreneur, les factures approuvées et les déclarations de créance correspondantes;
- 5° le relevé des travaux en plus et en moins réalisés dans le cadre d'un marché de travaux à quantités présumées;
- 6° le relevé des travaux modificatifs ou supplémentaires et les éléments justificatifs motivant leur caractère indispensable ou leur nature imprévisible;
- 7° la révision contractuelle des prix du marché comprenant le détail du calcul de la révision des états d'avancement;
- 8° le détail des amendes de retard éventuelles;
- 9° une copie du procès-verbal de réception provisoire, étayé s'il échet des rapports d'essais de performances;
- 10° l'attestation reprenant la part de T.V.A. non récupérée par l'association de communes ou la commune;
- 11° le rapport de l'autorité compétente approuvant le décompte final;
- 12° en cas d'acquisition immobilière, la copie de l'acte de vente.

Par ailleurs, le procès-verbal de réception définitive sera, dès qu'il est disponible, adressé l'administration pour information.

§ 2. L'administration délivre un accusé de réception dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception précise les éléments manquants à préciser ou à fournir. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'accusé de réception pour transmettre à l'administration les documents ou éléments manquants.

§ 3. L'administration détermine le montant à approuver par le Gouvernement à titre de dépense subventionnable dans un délai de nonante jours à compter de la date de réception du dossier complet.

Le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est éventuellement prorogé du délai de réponse accordé au demandeur, en cas de nécessité de la fourniture d'informations complémentaires sollicités par l'administration dans le cadre de l'instruction de la demande.

§ 4. Le décompte final des dépenses subventionnables est arrêté par dossier par le Gouvernement sur avis de l'administration. Le cas échéant, le Gouvernement détermine dans sa décision la durée de l'amortissement du subside conformément à l'article 19.

#### *Section 6. — Octroi et liquidation des subventions*

**Art. 18.** La liquidation de la subvention est subordonnée :

- 1° à l'obtention préalable et au maintien de toutes les autorisations requises;
- 2° au respect des obligations prévues à l'article 6.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions sont liquidées par tranches annuelles.

Le montant de la subvention liquidé est fixé chaque année, pour l'exercice écoulé, en fonction de la fraction subventionnable.

§ 2. Le paiement de la subvention est réparti, par tranches, sur une période de vingt ans.

Dans des cas exceptionnels et dûment motivés, la décision du Gouvernement visée à l'article 17 peut fixer une période différente pour le paiement de la subvention.

§ 3. Chaque tranche couvre une période annuelle débutant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile précédant la demande de liquidation et se termine au 31 décembre de la même année.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le bénéficiaire de la subvention introduit sa demande de liquidation de la subvention pour l'année civile écoulée. La liquidation se fait à la date anniversaire de la mise en service industrielle ou, par défaut, à la date anniversaire de la réception provisoire de l'installation.

§ 2. La demande de liquidation est introduite auprès de l'administration et comprend :

- 1° la caractérisation des déchets traités par l'infrastructure concernée, le type de flux traités et les tonnages correspondants et toutes autres informations de nature à déterminer la fraction subsidiable pour la période concernée;
- 2° les documents et informations permettant de vérifier le respect des obligations fixées à l'article 6;
- 3° les documents et informations permettant d'apprécier toute modification éventuelle du régime de propriété de l'installation subventionnée;
- 4° les déclarations nécessaires à l'obtention d'une majoration éventuelle du taux de la subvention, conformément à l'article 14;
- 5° le détail du calcul du subside réclamé par le bénéficiaire;
- 6° la déclaration de créance en deux exemplaires originaux.

§ 3. L'administration délivre un accusé de réception dans un délai de quinze jours à dater de la réception du dossier de liquidation.

Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception précise les éléments manquants à fournir. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la réception de l'accusé de réception pour transmettre à l'administration les éléments manquants.

A défaut de réponse du demandeur de la subvention, l'administration peut présumer que l'installation ne répond plus aux conditions de l'obtention de la subvention.

§ 4. L'administration communique au Ministre son rapport reprenant le montant de la subvention ou de la tranche, dans un délai de nonante jours à compter de la réception du dossier complet. Ce délai est éventuellement prorogé du délai de réponse accordé au demandeur, en cas de nécessité de la fourniture d'informations complémentaires sollicitées par l'administration dans le cadre de l'instruction de la demande.

§ 5. Le Ministre approuve le montant de la liquidation dans les nonante jours à dater de la réception du rapport de l'administration.

La décision du Ministre qui accorde la subvention ou l'annuité détermine la fraction subventionnable définitive.

**Art. 21.** La liquidation de la subvention est effectuée par l'administration dans les dix jours suivant la réception de la décision du Ministre.

*Section. 7. — Récupération des subventions*

**Art. 22.** Dans le cadre des subventions, le Ministre récupère tout ou partie de la subvention accordée :

1° lorsque les conditions d'octroi prévues dans le présent arrêté et les obligations de leur bénéficiaire ne sont pas respectées;

2° en cas de réduction de la fraction subventionnable.

**TITRE II. — Dispositions finales, abrogatoires et transitoires**

**Art. 23.** Pour l'application du présent arrêté, les montants indiqués s'entendent hors T.V.A.

**Art. 24.** Hormis ce qui est précisé à l'article 25, l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion des déchets est abrogé.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subventions pour lesquelles une promesse ferme a été accordée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 restent régies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion des déchets tel que modifié comme suit :

1° à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

- dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "cinq pour cent" sont remplacés par les mots "trois pour cent";

- dans l'alinéa 2, les mots "dix pour cent" sont remplacés par les mots "six pour cent" et les mots "quinze pour cent" sont remplacés par les mots "neuf pour cent";

- dans l'alinéa 3, les mots "vingt pour cent" sont remplacés par les mots "dix pour cent".

2° l'article 9, 3°, est supprimé.

§ 2. Les présentes dispositions entrent en vigueur pour les tranches dues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Art. 26.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205084]

**15. SEPTEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Finanzierung der in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden und der Gemeindevereinigungen fallenden Abfallbewirtschaftungsanlagen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 28, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen;

Aufgrund des am 2. März 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 29. April 2016 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 9. Juni 2016;

Aufgrund des am 11. Juli 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Abs. 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.591/4 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**TITEL I — Gemeinsame Bestimmungen**

**KAPITEL I — Definitionen**

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° die Abfallbewirtschaftungsanlage, abgekürzt die Anlage: Containerpark, Abfallverbringungsanlage, Sortierungsanlage, Vorbehandlungsanlage, Kompostierungszentrum, Verbrennungsanlage mit energetischer Verwertung, Biogasgewinnungsanlage;

3° die bezuschussbare Ausgabe: die zu Lasten der Gemeinde oder der Gemeindevereinigung im Rahmen eines bestimmten Projekts entstehende Ausgabe, die Gegenstand einer Zuschussung nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses sein kann;

4° der bezuschussbare Anteil: der Anteil der Investition, der dem Verhältnis zwischen der für die Bewirtschaftung der in Artikel 3 erwähnten Abfälle tatsächlich benutzten gewichtsmäßigen Kapazität der Anlage und der Gesamtkapazität der Anlage entspricht;

5° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört;

6° der wallonische Abfallplan: der in Artikel 24 § 1 des Dekrets erwähnte Plan.

#### KAPITEL II — *Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse*

**Art. 2** - Bezuschussbar sind die Projekte betreffend:

1° die Arbeiten zum Bau sowie zum Um- und Ausbau von Abfallbewirtschaftungsanlagen sowie die damit verbundenen Renovierungsarbeiten, einschließlich:

a) der Ausrüstungen für die Bewirtschaftung, Handhabung und Lagerung von Abfällen;

b) die Kontrollausrüstungen, die zur Führung der Abfallbewirtschaftungsanlagen notwendig sind, und die Ausrüstungen, die die Einhaltung der Umweltnormen durch die Anlagen gewährleisten;

c) der Einrichtung von Flächen zur Lagerung von Abfällen vor deren Behandlung oder der Lagerung der nicht mehr verwertbaren Abfälle der Behandlungseinheit;

d) der gesamten oder teilweisen Gestaltung der Umgebung und der privaten Zufahrtsstraßen der bezuschussten Anlagen innerhalb der Grundstücksgrenzen des betreffenden Geländes;

e) der zur Führung der Abfallbewirtschaftungsanlagen erforderlichen Gebäude.

2° die zur Durchführung der in Ziffer 1 angeführten bezuschussbaren Bauarbeiten erforderlichen geotechnischen Untersuchungen und die Durchführungskosten von Versuchen, die von der Verwaltung zugelassen sind;

3° den Erwerb der für die Durchführung der in Ziffer 1 angeführten bezuschussbaren Arbeiten erforderlichen Immobiliengüter;

4° die unangemeldeten Fahrzeuge und Maschinen, die für die Abfallbewirtschaftungsanlagen mit Ausnahme der Containerparks bestimmt sind;

5° die Ausrüstungen für den Transport der vom Zuschussempfänger erzeugten Energie bis zur Grenze des Eigentums des betreffenden Geländes.

**Art. 3** - Um bezuschusst werden zu können, sind die Abfallbewirtschaftungsanlagen teilweise oder vollständig für die Bewirtschaftung folgender Abfälle bestimmt:

1° die bei der üblichen Tätigkeit der Haushalte anfallenden Abfälle;

2° die in den Rubriken 20 03 02 und 20 03 03 sowie in den Rubriken 20 02 01, 20 03 01 und 20 03 07 des Anhangs 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs erwähnten Abfälle, insofern sie von Verwaltungen erzeugt werden;

3° Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege der Klasse A und B1, die eventuell aus Vorbehandlungsanlagen entstammen, so wie sie in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege bestimmt worden sind;

4° Abfälle, deren Verwaltung Gegenstand eines regionalen Zuschusses im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2008 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen ist.

**Art. 4** - Kein Zuschuss wird gewährt für:

1° die Abfallbewirtschaftungsanlagen, für die der Zuschussempfänger weder über ein dingliches Recht, noch über das Recht verfügt, ein dingliches Recht aufgrund einer Kaufoption zu erwerben;

2° die Fahrzeuge für die Sammlung und die Beförderung der Abfälle;

3° die sich außerhalb des Betriebsgeländes befindenden öffentlichen Zufahrtsstraßen;

4° jegliche mit den Kosten für die Einrichtung, den Betrieb und die Instandsetzung der technischen Vergrabungszentren verbundenen Ausgaben;

5° den Abbau der bezuschussten Güter;

6° die Renovierung oder den Umbau bezuschusster Anlagen, und zwar während der gesamten Abschreibungsperiode des bezuschussten Teils dieser Anlagen, mit Ausnahme der Arbeiten, die dazu bestimmt sind, die bestehenden Anlagen an neue gesetzliche Auflagen anzupassen oder neue Abfallströme aufzunehmen, mit Ausnahme jener Abfälle, die einer Rücknahmepflicht unterliegen, im Anschluss an die Entstehung neuer wirtschaftlicher oder umwelttechnischer Möglichkeiten der Aufwertung;

7° das Anbringen von Photovoltaik-Modulen;

8° die Abfallbewirtschaftungsanlagen oder der Teil dieser Anlagen, der der Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen, die einer Rücknahmepflicht unterliegen, vorbehalten ist (mit Ausnahme der Containerparks);

9° jede Ausgabe, die für den Betrieb der bezuschussten Anlage nicht notwendig ist.

**Art. 5** - Der Zuschuss wird gewährt oder verweigert je nach:

1° den für die Zuschüsse verfügbaren Haushaltsmitteln;

2° der Übereinstimmung des Projekts mit den Bestimmungen des Dekrets und seiner Kohärenz mit den Zielsetzungen des wallonischen Abfallplans;

3° der Einhaltung durch seinen Empfänger der Bestimmungen, die im wallonischen Abfallplan für die Abfallbewirtschaftung, für die ein Zuschuss gewährt wird, vorgesehen sind.

KAPITEL III — *Verpflichtungen des Zuschussempfängers**Abschnitt 1 — Verpflichtungen in Bezug auf den Betrieb der Anlagen***Art. 6 - Der Zuschussempfänger:**

1° versorgt die bezuschusste Anlage vorrangig mit den in Artikel 3 erwähnten Abfällen, um den bezuschussbaren Anteil zu erreichen, der anlässlich der festen Zusage für den Zuschuss bestimmt wird;

2° nimmt falls außergewöhnliche Umstände es erfordern zeitweilig und auf Aufforderung der Regierung die in Artikel 3 erwähnten Abfälle aus anderen Gemeinden oder Gemeindevereinigungen an, und zwar zu den finanziellen Bedingungen, die gleichwertig sind mit jenen, die auf die Gemeinden anwendbar sind, die die Anlage üblicherweise benutzen;

3° gewährt in jedem Fall den in Artikel 3 erwähnten Abfällen aus anderen Gemeinden oder Gemeindevereinigungen einen nicht diskriminierenden Zugang zu den bezuschussten Anlagen;

4° falls der Zuschuss den Erwerb oder den Bau eines Immobiliengutes zum Gegenstand hat:

a) ändert nicht die Zweckbestimmung des Immobiliengutes ohne die Genehmigung des Ministers;

b) informiert im Falle einer vollständigen oder teilweisen Veräußerung des Immobiliengutes vor Ablauf seiner Abschreibungsdauer unmittelbar die Verwaltung und erstattet den nicht abgeschriebenen Anteil des Betrags des Zuschusses, der um sechzig Prozent des eventuell erzielten Mehrwerts erhöht wird.

Der Mehrwert entspricht der Differenz zwischen dem bei dem Kauf des Immobiliengutes gezahlten Betrag und dem Wiederverkaufspreis, wobei:

- der beim Ankauf des Immobiliengutes gezahlte Betrag der dem Verkäufer gezahlte Preis ist, erhöht um die Kosten, die der Käufer tatsächlich gezahlt hat; dieser Betrag kann dabei um die Kosten für die Arbeiten erhöht werden, die zu Lasten des Eigentümers entstanden sind;

- der Verkaufspreis der vom Verkäufer erzielte Preis ist, wobei dieser nicht unter dem durch das Immobilienerwerbskomitee oder den Einnehmer des Einregistrierungsamts veranschlagten Marktwert liegen darf, verringert um die Kosten, die zu seinen Lasten entstanden sind, um das Immobiliengut zum Verkauf anzubieten;

5° bildet Rückstellungen für Großreparaturen auf den Gesamtbetrag der Investition, durch die die Anlage während der gesamten Abschreibungsdauer optimal betrieben werden kann.

Die unter Ziffer 5 erwähnten Rückstellungen werden jährlich mindestens bis zu einem halben Prozent der Investitionen für das Bauwesen, zwei Prozent der Investitionen für die Elektromechanik und fünf Prozent der Investitionen den Fuhrpark gebildet;

6° verwendet die Bezeichnung "Recyparc" in allen Mitteilungen betreffend die Containerparks, für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses ein Zuschuss gewährt worden ist.

**Art. 7 -** Für die Zuschüsse betreffend Abfallbewirtschaftungsanlagen mit Ausnahme der Containerparks verfügt der Zuschussempfänger über folgende Garantien in Sachen Versorgung der Anlage:

1° wenigstens neunzig Prozent der Kapazität der Anlage sind für die in Artikel 19 § 2 erwähnte Dauer garantiert;

2° neunzig Prozent des bei der Gewährung der festen Zusage bestimmten bezuschussbaren Anteils der Kapazität der Anlage sind für die in Artikel 19 § 2 erwähnte Dauer durch eine Versorgung mit in Artikel 3 erwähnten Abfällen garantiert.

Diese in Absatz 1 angeführten Garantien werden entweder unter Bezugnahme auf die während des Jahres vor der Antragstellung effektiv behandelten oder gesammelten Mengen (in Tonnen) oder die in Anwendung des Sammelplans vorgesehenen zu sammelnden Mengen, oder durch einen Vertrag im Sinne des Artikels 5bis des Dekrets, oder gegebenenfalls durch die Satzungen der Vereinigung geboten.

*Abschnitt 2 — Informationspflicht*

**Art. 8 -** Im Laufe des ersten Quartals eines jeden Jahres übermittelt die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung der Verwaltung, die den Minister informiert, jegliche in den genehmigten Projekten erfolgte Abänderung.

**Art. 9 -** Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung übermittelt der Verwaltung anhand des von ihr bestimmten EDV-Systems die Informationen, durch die die Entwicklung der Durchführung des wallonischen Abfallplans beurteilt werden kann, insbesondere die Informationen bezüglich der Sammlung, Aufwertung und Beseitigung der Abfälle.

KAPITEL IV — *Gewährung der Zuschüsse**Abschnitt 1 — Berechnungsgrundlage der Zuschüsse*

**Art. 10 - § 1 -** Der Zuschuss wird nach dem von der Regierung festgelegten Endbetrag der bezuschussbaren Ausgaben berechnet.

§ 2 - Falls eine andere Abfallbewirtschaftungsanlage als ein Containerpark nicht ausschließlich zur Bewirtschaftung der in Artikel 3 erwähnten Abfälle benutzt wird, beschränkt sich der Zuschuss auf den bezuschussbaren Anteil, ohne dass dieser größer sein darf, als der von dem Minister gemäß Artikel 16 § 4 festgelegte provisorische bezuschussbare Anteil.

In Abweichung von Absatz 1 kann der bezuschussbare Anteil in folgenden Fällen größer sein, als der provisorische bezuschussbare Anteil:

1° falls die Erhöhung nicht mehr als 5% des provisorischen bezuschussbaren Anteils beträgt;

2° bei der Anwendung von Artikel 6 Absatz 1 Ziffer 2;

3° bei einem vorab von der Regierung erteilten Einverständnis, im Hinblick auf eine gemeinsame Nutzung der Abfallbewirtschaftungsanlagen den bezuschussbaren Anteil einer Anlage, die beabsichtigt, einen größeren Anteil der in Artikel 3 angeführten Abfälle aufzunehmen, zu erhöhen. In dieser Annahme wird dieser neue Betrag bei der in Ziffer 1 erwähnten Berechnung berücksichtigt.

Für die Containerparks und die Grundstücke wird der bezuschussbare Teil auf hundert Prozent festgelegt.

**Art. 11** - Die bezuschussbaren Ausgaben umfassen den in der festen Zusage genehmigten Betrag, dem die folgenden gebührend gerechtfertigten Kosten hinzugefügt werden:

1° die Kosten für die Preisrevisionen, unter der Bedingung, dass die Arbeiten spätestens innerhalb von zwei Jahren nachdem die feste Zusage für den Zuschuss erteilt wurde, begonnen haben. Nach Ablauf dieser Frist werden die Kosten für die Preisrevision nur berücksichtigt, insofern der Antragsteller die verspätete Ausführung durch höhere Gewalt rechtfertigt;

2° die Kosten der unerlässlichen oder unvorhersehbaren zusätzlichen Umgestaltungen und Arbeiten oder Materiallieferungen;

3° fünf Prozent des Gesamtbetrags des Auftrags, die bei der Ausführung des Auftrags als Gemeinkosten gelten und die Folgendes enthalten:

a) die Honorare des Projektautors und die Planungskosten;

b) die Kosten für die Überwachung der Ausführung des Auftrags;

c) die Ausschreibungskosten für die Vergabe des Auftrags;

d) die Versicherungskosten und die Kosten für die Kontrolle und die Überwachung der Ausführung der Baumaßnahmen bis zur endgültigen Abnahme;

e) die Kosten für die Sicherheitskoordination;

4° der nicht rückzahlbare Anteil der Mehrwertsteuer.

**Art. 12** - § 1 - Für den Erwerb von Immobiliengütern (mit Ausnahme der Grundstücke) wird der Zuschuss auf der Grundlage des Kaufpreises berechnet, der nicht über dem durch das Immobilienerwerbskomitee oder den Einnahmer des Einregistrierungsamts veranschlagten Preis liegt. Der in Artikel 13 festgelegte Prozentsatz des Zuschusses ist anwendbar.

§ 2 - Für die Grundstücke wird die bezuschussbare Ausgabe auf sechzig Prozent des Kaufpreises festgelegt, der nicht über dem durch den zuständigen Einnahmer des Einregistrierungsamts oder das Immobilienerwerbskomitee veranschlagten Preis bei einem Höchstpreis von 42.000 Euro liegt. Der in Artikel 13 festgelegte Prozentsatz des Zuschusses ist anwendbar.

§ 3 - Für den Bau, die Erweiterung und die Renovierung eines Containerparks wird die bezuschussbare Ausgabe (Preis für die Anschaffung des Grundstücks ausgenommen) auf eine Million Euro ausschl. MwSt. begrenzt.

§ 4 - Die in den Paragraphen 2 und 3 angeführten Höchstgrenzen können nach Abgabe eines Gutachtens der Verwaltung und nach Entscheidung der Regierung bis zu einem Höchstbetrag von jeweils 84.000 Euro und 1.500.000 Euro ausschl. MwSt. angehoben werden, insofern es sich um Containerparks handelt, die sich auf dem Gebiet von Gemeinden mit mehr als 150 000 Einwohnern befinden und deren Dimensionierung an die Aufnahme einer größeren Bevölkerungsdichte angepasst ist. Diese Containerparks können sich jedoch in einer angrenzenden Gemeinde befinden.

Die im vorstehenden Absatz angeführte Maßnahme kann nur auf höchstens zwei Containerparks pro betreffendes territoriales Gebiet angewandt werden.

#### *Abschnitt 2 — Prozentsatz der Zuschüsse*

**Art. 13** - § 1 - Unbeschadet der Anwendung des bezuschussbaren Teils wird der Prozentsatz des Zuschusses wie folgt festgelegt:

1° sechzig Prozent für den Bau eines neuen Containerparks, der Teil des gemäß dem wallonischen Abfallplans erstellten wallonischen Netzes ist;

2° zwanzig Prozent für den Bau von Containerparks, die nicht Teil des genannten Netzes sind;

3° siebenzig Prozent für die Renovierung oder Erweiterung der am Datum der Verabschiedung des vorliegenden Erlasses bestehenden Containerparks;

4° dreißig Prozent für Biogasgewinnungsanlagen;

5° fünfundzwanzig Prozent für Verbrennungsanlagen mit energetischer Verwertung;

6° fünfundzwanzig Prozent für Kompostierungsanlagen;

7° zwanzig Prozent für die Vorbehandlungs- oder Sortierungsanlagen, für die Anlagen zur Behandlung von Sperrmüll, für die Abfallverbringungsanlagen und für die Verwaltungsgebäude, die nicht in den Behandlungsanlagen integriert sind und die für das Personal der Abfallbewirtschaftung bestimmt sind.

Für die Anwendung von Ziffer 3 gilt der Bau eines neuen Containerparks mit gleichzeitiger Schließung eines bestehenden Parks als eine Renovierung.

§ 2 - Die in Artikel § 1, Ziffern 4, 5 und 7 festgelegten Prozentsätze werden um drei Prozent erhöht, wenn die bezuschusste Anlage mindestens zehn Prozent der in Artikel 3 erwähnten Abfälle, die in einem territorialen Bereich einer anderen Gemeindevereinigung erzeugt werden, annimmt.

Die Prozentsätze werden um sechs Prozent erhöht wenn die bezuschusste Anlage mindestens fünfunddreißig Prozent dieser Abfälle annimmt, und um neun Prozent, wenn die bezuschusste Anlage mindestens sechzig Prozent dieser Abfälle annimmt.

Falls die bezuschusste Anlage Abfälle annimmt, die im territorialen Bereich mehrerer Gemeindevereinigungen erzeugt werden, wird die Erhöhung der Prozentsätze im Sinne der beiden vorstehenden Absätze auf zehn Prozent begrenzt.

Zur Anwendung des vorliegenden Paragraphen entspricht der Prozentsatz der Abfälle, der zu einer Erhöhung des Prozentsatzes berechtigt, dem Prozentsatz der Bevölkerung, deren Abfälle im Hinblick auf die Bewirtschaftung in der Anlage eines anderen territorialen Bereichs gesammelt werden.

**Art. 14** - Für die Kompostierungs- und Biogasgewinnungsanlagen wird der vorgesehene Prozentsatz auf Vorlage der Auszüge, die die effektive Verwertung von mindestens 90% der erzeugten Mengen von Kompost oder Gärrückständen in der Landwirtschaft, im Gartenbau, in der Forstwirtschaft oder in sonstigen Gartenarbeiten bescheinigen, um fünf Prozent erhöht.

*Abschnitt 3 — Prinzipielle Zusage für den Zuschuss*

**Art. 15 - § 1** - Um die prinzipielle Zusage zu erhalten, übermittelt der Antragsteller der Verwaltung das technische Projekt sowie eine Veranschlagung der für das Projekt erforderlichen Mittel und das voraussichtliche Datum der industriellen Inbetriebnahme der Anlage.

§ 2 - Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Antrags auf eine prinzipielle Zusage innerhalb von fünfzehn Tag nach dessen Empfang.

Wenn die Akte unvollständig ist, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Angaben angeführt, die zu erläutern oder vorzuweisen sind. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Zustellung der Empfangsbestätigung, um der Verwaltung die fehlenden Angaben zu übermitteln.

§ 3 - Die Verwaltung prüft die technische und wirtschaftliche Relevanz des Projekts, die Sonderlastenhefte sowie die Vereinbarkeit des Projekts mit dem Haushaltsplan.

Die Verwaltung übermittelt dem Minister ihren Bericht und ihr Gutachten innerhalb einer Frist von neunzig Tagen nach Empfang der vollständigen Akte.

Die in Absatz 2 angeführte Frist wird gegebenenfalls um die dem Antragsteller gewährte Frist für die Antwort verlängert, falls die Verwaltung es für notwendig erachtet, im Rahmen der Bearbeitung des Antrags zusätzliche Informationen anzufordern.

§ 4 - Der Minister fasst innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang der Akte einen Beschluss über die prinzipielle Zusage für den Zuschuss.

*Abschnitt 4 — Feste Zusage für den Zuschuss*

**Art. 16 - § 1** - Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung einen Antrag auf eine feste Zusage für den Zuschuss unter Zugrundelegung einer von seinen zuständigen Instanzen genehmigten Begründung der bezuschussbaren Ausgabe.

Der Antrag umfasst:

- 1° die Veranschlagung des auf die geplante Investition anwendbaren Prozentsatzes des Zuschusses;
- 2° die Veranschlagung des bezuschussbaren Anteils;
- 3° das voraussichtliche Datum der industriellen Inbetriebnahme;
- 4° im Falle des Erwerbs eines Immobilienguts:
  - a) der durch das Immobilienerwerbskomitee oder den Einnehmer des Einregistrierungsamts veranschlagte Preis;
  - b) der Katasterparzellenplan;
- 5° im Rahmen des bezuschussten öffentlichen Auftrags:
  - a) das endgültige Lastenheft, das bei der Ausschreibung als Grundlage gedient hat;
  - b) das Protokoll der Angebotseröffnung;
  - c) das durch den erfolgreichen Bieter eingereichte Angebot;
  - d) der Bericht über die Analyse der Angebote gemeinsam mit dem begründeten Beschluss des öffentlichen Auftraggebers zur Genehmigung der Auftragsvergabe.

Die Verwaltung prüft zudem vor der Gewährung der festen Zusage, dass dieser Beschluss Gegenstand eines Beschlusses der Aufsichtsbehörde zur Genehmigung des Verfahrens für den Abschluss und der Vergabe des Auftrags war;

- 6° den Beweis, dass die in Artikel 7 beschriebenen Garantien in Sachen Versorgung der Anlage erfüllt sind.

§ 2 - Die Verwaltung bestätigt den Empfang des Antrags auf eine feste Zusage innerhalb von fünfzehn Tag nach dessen Empfang. Wenn die Akte unvollständig ist, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Angaben angeführt, die zu erläutern oder vorzuweisen sind. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Zustellung der Empfangsbestätigung, um der Verwaltung die fehlenden Angaben zu übermitteln.

§ 3 - Die Verwaltung übermittelt dem Minister ihren Bericht gemeinsam mit ihrem Beschlusssentwurf innerhalb einer Frist von neunzig Tagen nach Empfang der vollständigen Akte.

Die in Absatz 1 angeführte Frist wird gegebenenfalls um die dem Antragsteller gewährte Frist für die Antwort verlängert, falls die Verwaltung es für notwendig erachtet, im Rahmen der Bearbeitung des Antrags zusätzliche Informationen anzufordern.

§ 4 - Der Minister fasst innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Eingang des Berichts der Verwaltung einen Beschluss über die feste Zusage für den Zuschuss. In der festen Zusage werden der vorläufige Betrag der bezuschussbaren Ausgaben und der vorläufige bezuschussbare Anteil bestimmt.

*Abschnitt 5 — Genehmigung der Endabrechnungen*

**Art. 17 - § 1** - Nach Abschluss des Projekts, das Gegenstand eines Zuschusses ist, übermittelt der Antragsteller der Verwaltung einen Antrag auf Genehmigung der Endabrechnung der Kosten für die Durchführung des Projekts.

Der in Absatz 1 angeführte Antrag umfasst alle Angaben, die ermöglichen, die Endabrechnung zu erstellen und die bezuschussbaren Ausgaben endgültig zu berechnen. Er umfasst wenigstens:

- 1° eine Abschrift der Notifizierung der Auftragsvergabe an den Auftragnehmer;
- 2° eine Abschrift der Anweisung, die Arbeiten zu beginnen;
- 3° eine Abschrift der gegebenenfalls erfolgten Nachträge oder aller sonstigen Änderungen des Auftrags;
- 4° eine Abschrift der monatlichen Erfassung des Stands der Arbeiten mit einer detaillierten Aufstellung der erledigten Arbeiten zur Rechtfertigung der durch den Unternehmer verlangten Zahlungen, die genehmigten Rechnungen und die entsprechenden Schuldforderungen;
- 5° die Aufstellung jener Arbeiten, die im Rahmen eines Auftrags für Arbeiten mit vorausgesetzten Mengen mehr oder weniger als vorgesehen durchgeführt wurden.

6° die Aufstellung der abändernden und zusätzlichen Arbeiten und die Belege zur Begründung ihrer Unerlässlichkeit oder Unvorhersehbarkeit;

7° die vertragliche Revision der Marktpreise einschließlich der detaillierten Berechnung der Revision des Stands der Arbeiten;

8° die detaillierte Berechnung der eventuellen Verzugsstrafen;

9° eine Abschrift des Protokolls über die vorläufige Abnahme der Arbeiten, gegebenenfalls gestützt durch die Berichte über die Leistungsprüfungen;

10° die Bescheinigung, in der der Anteil der MwSt. angegeben wird, der der Gemeindevereinigung oder der Gemeinde nicht erstattet wird;

11° den Bericht der zuständigen Behörde zur Genehmigung der Endabrechnung;

12° im Falle des Erwerbs einer Immobilie die Abschrift des Kaufvertrags.

Zudem wird das Protokoll über die endgültige Abnahme der Verwaltung zur Information übermittelt, sobald es verfügbar ist.

§ 2 - Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des in Paragraph 1 erwähnten Antrags stellt die Verwaltung eine Empfangsbestätigung aus.

Wenn die Akte unvollständig ist, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Elemente angegeben, die zu erläutern oder vorzuweisen sind. Der Antragsteller verfügt über eine einmonatige Frist ab der Zustellung der Empfangsbestätigung, um der Verwaltung die fehlenden Elemente oder Dokumente zu übermitteln.

§ 3 - Die Verwaltung bestimmt den von der Regierung als bezuschussbare Ausgabe zu genehmigenden Betrag innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab dem Datum des Eingangs der vollständigen Akte.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist wird gegebenenfalls um die dem Antragsteller gewährte Frist für die Antwort verlängert, falls die Verwaltung es für notwendig erachtet, im Rahmen der Bearbeitung des Antrags zusätzliche Informationen anzufordern.

§ 4 - Die Endabrechnung der bezuschussbaren Ausgaben wird von der Regierung auf der Grundlage eines Gutachtens der Verwaltung für jede Akte erstellt. Gegebenenfalls bestimmt die Regierung in ihrem Beschluss die Dauer der Abschreibung des Zuschusses gemäß Artikel 19.

#### *Abschnitt 6 — Gewährung und Auszahlung der Zuschüsse*

**Art. 18** - Die Auszahlung des Zuschusses unterliegt:

1° dem vorherigen Erhalt und der Aufrechterhaltung aller erforderlichen Genehmigungen;

2° der Einhaltung der in Artikel 16 vorgesehenen Verpflichtungen.

**Art. 19** - § 1 - Die Zuschüsse werden in jährlichen Teilbeträgen ausgezahlt.

Der ausgezahlte Betrag wird jedes Jahr für das abgelaufene Haushaltsjahr unter Berücksichtigung des bezuschussbaren Anteils ausgezahlt.

§ 2 - Die Zahlung des Zuschusses wird in Teilbeträgen über einen Zeitraum von zwanzig Jahren verteilt.

In außergewöhnlichen und gebührend begründeten Fällen kann in dem in Artikel 17 erwähnten Beschluss der Regierung ein anderer Zeitraum für die Zahlung des Zuschusses festgelegt werden.

§ 3 - Jeder Teilbetrag bezieht sich auf einen Zeitraum von einem Jahr, der am 1. Januar des Kalenderjahres vor dem Auszahlungsantrag beginnt und am 31. Dezember desselben Jahres endet.

**Art. 20** - § 1 - Der Zuschussempfänger reicht seinen Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für das abgelaufene Kalenderjahr ein. Die Zahlung erfolgt am Jahrestag der industriellen Inbetriebsetzung oder mangels dessen am Jahrestag der vorläufigen Abnahme der Anlage.

§ 2 - Der Antrag auf Auszahlung wird bei der Verwaltung eingereicht. Er umfasst:

1° die Charakterisierung der von der betreffenden Infrastruktur behandelten Abfälle, die Art der behandelten Abfallströme und die entsprechenden Mengen (in Tonnen) sowie alle sonstigen Informationen, die ermöglichen, den bezuschussbaren Anteil für den betreffenden Zeitraum zu bestimmen;

2° die Dokumente und Informationen, durch die die Einhaltung der in Artikel 6 festgelegten Verpflichtungen überprüft werden kann;

3° die Dokumente und Informationen, durch die jegliche eventuelle Änderung der Eigentumsverhältnisse der bezuschussten Anlage beurteilt werden kann;

4° die für die Gewährung einer eventuellen Anhebung des Prozentsatzes des Zuschusses gemäß Artikel 14 erforderlichen Erklärungen;

5° die detaillierte Berechnung des von dem Empfänger verlangten Zuschusses;

6° die Schuldforderung in zweifacher Originalausfertigung.

§ 3 - Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der Auszahlungsakte stellt die Verwaltung eine Empfangsbestätigung aus.

Wenn die Akte unvollständig ist, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Bestandteile angegeben, die vorzuweisen sind. Der Antragsteller verfügt über eine einmonatige Frist ab der Zustellung der Empfangsbestätigung, um der Verwaltung die fehlenden Elemente zu übermitteln.

In Ermangelung einer Antwort seitens des Antragstellers des Zuschusses kann die Verwaltung davon ausgehen, dass die Anlage die Bedingungen zum Erhalt des Zuschusses nicht mehr erfüllt.

§ 4 - Die Verwaltung übermittelt dem Minister ihren Bericht, in dem der Betrag des Zuschusses oder des Teilbetrags angeführt wird, innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab der Zustellung der vollständigen Akte. Diese Frist wird gegebenenfalls um die dem Antragsteller gewährte Frist für die Antwort verlängert, falls die Verwaltung es für notwendig erachtet, im Rahmen der Bearbeitung des Antrags zusätzliche Informationen anzufordern.

§ 5 - Der Minister genehmigt den auszuzahlenden Betrag innerhalb einer Frist von neunzig Tagen ab der Zustellung des Berichts der Verwaltung.

In dem Beschluss des Ministers, durch den der Zuschuss oder der Jahresbetrag gewährt wird, wird der endgültige bezuschussbare Anteil festgelegt.

**Art. 21** - Die Auszahlung des Zuschusses erfolgt durch die Verwaltung innerhalb von zehn Tagen nach der Zustellung des Beschlusses des Ministers.

*Abschnitt 7 — Rückerstattung der Zuschüsse*

**Art. 22** - Im Rahmen der Zuschüsse wird dem Minister die Gesamtheit oder ein Teil des gewährten Zuschusses zurückerstattet:

1° wenn die in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Gewährungsbedingungen und die Verpflichtungen des Empfängers nicht eingehalten werden;

2° wenn der bezuschussbare Anteil verringert wird.

**TITEL II — Schluss-, Aufhebungs- und Übergangsbestimmungen**

**Art. 23** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses verstehen sich die angegebenen Beträge ausschl. MwSt.

**Art. 24** - Mit Ausnahme der Bestimmungen von Artikel 25 wird der Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen aufgehoben.

**Art. 25** - § 1 - Die Zuschussanträge, für die vor dem 1. Januar 2016 eine feste Zusage erteilt worden ist, unterliegen weiterhin den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen, der wie folgt abgeändert wird:

1° in Artikel 17 § 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- in Absatz 1 wird die Wortfolge "fünf Prozent" durch die Wortfolge "drei Prozent" ersetzt;

- in Absatz 2 wird die Wortfolge "zehn Prozent" durch die Wortfolge "sechs Prozent" und die Wortfolge "fünfzehn Prozent" durch die Wortfolge "neun Prozent" ersetzt;

- in Absatz 3 wird die Wortfolge "zwanzig Prozent" durch die Wortfolge "zehn Prozent" ersetzt.

2° Artikel 9 Ziffer 3 wird gestrichen.

§ 2 - Die vorliegenden Bestimmungen treten in Kraft für die ab dem 1. Januar 2016 geschuldeten Teilbeträge.

**Art. 26** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. September 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205084]

**15 SEPTEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties die onder de bevoegdheid van de gemeenten en verenigingen van gemeenten vallen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 28, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008;  
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 maart 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2016;

Gelet op het advies van de gewestelijke afvalcommissie, gegeven op 29 april 2016;

Gelet op het rapport opgesteld op 9 juni 2016 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.591/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen**

**HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° de afvalbeheersinstallatie, afgekort, de installatie : containerpark, transfercentrum, sorteercentrum, voorbehandelingsinstallatie, centrum voor de valorisatie van fermenteerbare organische afval, verbrandingsinstallatie met energetische valorisatie, biomethaniseringsinstallatie;

3° de subsidieerbare uitgave : de uitgave gedaan door de gemeente of de vereniging van gemeenten in het kader van een bepaald project en die het voorwerp kan uitmaken van een toelage naar gelang van de bepalingen van dit besluit;

4° het subsidieerbare gedeelte : het gedeelte van de investering gelijk aan de verhouding tussen de gewichtscapaciteit die voor het beheer van de in artikel 3 bedoelde afvalstoffen werkelijk gebruikt wordt en de totale capaciteit van de installatie;

5° de Minister : de Minister die voor het Afvalbeleid bevoegd is;

6° het Waals afvalplan : het plan bedoeld in artikel 24 van het decreet;

#### HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden van de subsidies*

**Art. 2.** Voor een subsidie komen in aanmerking, de projecten betreffende :

1° de werken i.v.m. de bouw, de verbouwing, de uitbreiding van afvalbeheersinstallaties, evenals de daarop betrekking hebbende renovatiewerken, met inbegrip van :

a) het materieel voor het beheer, de hantering en de opslag van de afval;

b) de controle-uitrustingen die nodig zijn voor de bediening van de installaties en de uitrustingen die de naleving van de milieunormen van de installaties waarborgen;

c) de aanleg van zones voor de opslag van de afval vooraleer hij behandeld wordt of voor de opslag van de door de verwerkingseenheid geweigerde afval;

d) het geheel of een deel van de inrichting van de omgeving en de private toegangswegen van de gesubsidieerde installaties binnen de eigendomsgrenzen van de betrokken site;

e) de gebouwen die nodig zijn voor de bediening van de afvalbeheersinstallaties.

2° de geotechnische studies die nodig zijn voor de uitvoering van subsidieerbare werken bedoeld in 1° en de kosten voor de uitvoering van proeven waarmee de administratie instemt;

3° de aankoop van gebouwen die nodig zijn voor de uitvoering van subsidieerbare werken bedoeld in 1°;

4° de niet-ingeschreven voertuigen en tuigen die voor de andere afvalbeheersinstallaties dan de containerparken bestemd worden;

5° de uitrustingen voor het vervoer van de door de begunstigde van de subsidie voortgebrachte energie tot aan de grens van de eigendom van de betrokken site.

**Art. 3.** Om in aanmerking te komen voor een subsidie, moeten de afvalbeheersinstallaties gedeeltelijk of geheel bestemd zijn voor het beheer van de volgende afval :

1° de afval afkomstig van de gebruikelijke activiteiten van de gezinnen;

2° de afval bedoeld in de rubrieken 20 03 02 en 20 03 03 alsook die bedoeld in de rubrieken 20 02 01, 20 03 01 en 20 03 07 voor zover ze door administraties voortgebracht worden, van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

3° de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse A en B1 die eventueel voortkomt uit voorbehandelings-eenheden, zoals bepaald in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval;

4° de afval waarvoor het beheer het voorwerp uitmaakt van een gewestelijke toelage in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 tot toekenning van subsidies voor afvalpreventie en -beheer aan de plaatselijke besturen.

**Art. 4.** Er wordt geen subsidie toegekend voor :

1° de afvalbeheersinstallaties waarvoor de begunstigde niet beschikt over een zakelijk recht, noch over het recht om een zakelijk recht te verwerven krachtens een aankoopoptie;

2° de voertuigen voor afvalophaal en -vervoer;

3° de openbare toegangswegen buiten de exploitatiesite;

4° elke uitgave i.v.m. de aanleg, de exploitatie en het herstel van de centra voor technische ingraving;

5° de ontmanteling van de gesubsidieerde goederen;

6° de renovatie of de verbouwing van gesubsidieerde installaties tijdens de hele afschrijvingsperiode van het gesubsidieerde gedeelte van die installaties, met uitzondering van de werken bestemd om de installaties aan te passen aan nieuwe regelgevingen of om nieuwe stromen van afvalstoffen op te vangen, behalve degene die onderworpen zijn aan een terugnameplicht ten gevolge van de totstandbrenging van nieuwe economische of milieuopportuniteiten van valorisatie;

7° de installatie van fotonvoltaïsche panelen;

8° behalve voor de containerparken, de afvalinstallaties of het gedeelte van die installaties bestemd voor het beheer van huishoudelijke afvalstoffen onderworpen aan de terugnameplicht;

9° elke uitgave die niet nodig is voor de exploitatie van de gesubsidieerde installatie.

**Art. 5.** De toelage wordt toegekend of geweigerd naar gelang van :

1° de perken van de begrotingskredieten m.b.t. de subsidies;

2° de conformiteit van het project met de bepalingen van het decreet en de coherentie ervan t.o.v. de doelstellingen van het Waalse afvalplan;

3° de naleving door de begunstigde van de bepalingen bedoeld in het Waalse afvalplan voor het beheer van de afval betrokken door de subsidie.

#### HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de begunstigde van de subsidies*

##### *Afdeling 1. — Verplichtingen betreffende de werking van de installaties*

**Art. 6.** De begunstigde van de subsidie :

1° bevoorraadt prioritair de gesubsidieerde installatie met de afval bedoeld in artikel 3 om het subsidieerbare gedeelte dat is vastgelegd bij de vaste subsidietoezegging te halen;

2° neemt tijdelijk en op verzoek van de Regering de in artikel 3 bedoelde afval uit andere gemeenten of verenigingen van gemeenten aan onder de financiële voorwaarden die gelijkwaardig zijn aan degene die van toepassing zijn op de gemeenten die de installatie doorgaans gebruiken, indien buitengewone omstandigheden het vereisen;

3° verleent althans een niet-discriminerende toegang tot de gesubsidieerde installaties aan de in artikel 3 bedoelde afval uit andere gemeenten of verenigingen van gemeenten;

4° wanneer de subsidie de aankoop of de bouw van een gebouw betreft :

a) wijzigt de bestemming van het gebouw niet zonder de toestemming van de Minister;

b) informeert, in geval van gehele of gedeeltelijke vervreemding van het gesubsidieerde gebouw vóór het verstrijken van zijn afschrijvingsduur, onmiddellijk de administratie en betaalt het niet-afgeschreven gedeelte van het bedrag van de subsidie verhoogd met zestig procent van de eventuele meerwaarde terug.

De meerwaarde is gelijk aan het verschil tussen het bij de aankoop van het gebouw betaalde bedrag en zijn wederverkoop prijs in de wetenschap dat :

- het bij de aankoop van het gebouw betaalde bedrag gelijk is aan de aan de verkoper betaalde prijs verhoogd met de kosten die de aankoper werkelijk heeft betaald; dit bedrag kan verhoogd worden met de kosten van de werken gedragen door eigenaar;

- de wederverkoopprijs de door de verkoper verkregen prijs is, zonder kleiner te mogen zijn dan de verkoopwaarde van het goed, die door het aankoopcomité of de ontvanger van de registratie is geëvalueerd, en verminderd met de kosten die hij heeft betaald om het goed te verkopen;

5° legt voorschotten voor grote herstellingen aan op de totale investering met het oog op een optimale werking van de installatie over de gezamenlijke afschrijvingsduur.

De in 5° bedoelde voorschotten worden jaarlijks aangelegd naar rato van minimum 0,5 % van de civieltechnische investeringen, 2 % voor de investeringen in elektromechanica en 5 % voor de investeringen in rollend materieel;

6° gebruikt de benaming "Recyparc" in elke vermelding betreffende een containerpark dat in het kader van dit besluit het voorwerp heeft uitgemaakt van een subsidie.

**Art. 7.** Voor de subsidies betreffende andere afvalbeheersinstallaties dan de containerparken beschikt de begunstigde van de subsidie over de volgende garanties inzake de bevoorrading van de installatie :

1° minstens negentig procent van de capaciteit van de installatie worden voor de in artikel 19, § 2, bedoelde duur gewaarborgd;

2° minstens negentig procent van het subsidieerbare gedeelte dat is vastgelegd bij de vaste subsidietoezegging, worden voor de duur bedoeld in artikel 19, § 2, gewaarborgd door een bevoorrading in afval bedoeld in artikel 4.

De in het eerste lid bedoelde garanties worden gegeven hetzij met verwijzing naar de tonnages die daadwerkelijk behandeld of ingezameld werden in de loop van het jaar vóór de aanvraag of naar de vooropgestelde hoeveelheden die volgens het inzamelingsschema ingezameld moeten worden, hetzij bij overeenkomst in de zin van artikel 5bis van het decreet, hetzij, desgevallend, door de statuten van de vereniging.

#### *Afdeling 2. — Informatieplicht*

**Art. 8.** Tijdens het eerste kwartaal van elk jaar maakt de gemeente of de vereniging van gemeenten elke wijziging aangebracht in de goedgekeurde projecten aan de administratie over, die er de Minister over inlicht.

**Art. 9.** De gemeente of de vereniging van gemeenten bezorgt de administratie via het door haar bepaalde informaticasysteem de inlichtingen, waarmee de ontwikkeling van de uitvoering van het Waals afvalplan kan worden beoordeeld, en met name de inlichtingen betreffende de inzameling, de valorisatie en de verwijdering van afvalstoffen.

#### *HOOFDSTUK IV. — Toekenning van de subsidies*

##### *Afdeling 1. — Basis voor de berekening van de subsidies*

**Art. 10.** § 1. De subsidie wordt op grond van het door de Regering bepaalde eindbedrag van de subsidieerbare uitgaven berekend.

§ 2. Als een andere afvalbeheersinstallatie dan een containerpark niet uitsluitend voor het beheer van de in artikel 3 bedoelde afval gebruikt wordt, wordt de subsidie tot het subsidieerbare gedeelte beperkt zonder dat bedoelde gedeelte hoger mag zijn dan het voorlopige subsidieerbare gedeelte dat overeenkomstig artikel 16, § 4, door de Minister is bepaald.

In afwijking van het eerste lid mag het subsidieerbare gedeelte hoger zijn dan het voorlopige subsidieerbare gedeelte in de volgende gevallen :

1° indien de verhoging kleiner dan of gelijk aan 5 % van het voorlopige subsidieerbare gedeelte blijft;

2° bij toepassing van artikel 6, eerste lid, 2°;

3° in geval van voorafgaande instemming van de Regering om, met het oog op een onderling gebruik van de installaties voor de behandeling van afvalstoffen, het subsidieerbare gedeelte van een installatie die van plan is een groter deel van afval bedoeld in artikel 3 op te vangen, te verhogen.

Voor de containerparken en de terreinen wordt het subsidieerbare gedeelte op 100 % vastgelegd.

**Art. 11.** De subsidieerbare uitgaven omvatten het in de vaste toezegging goedgekeurde bedrag, waaraan de volgende behoorlijk gerechtvaardigde kosten worden toegevoegd :

1° de kostprijs van de herzieningen van de prijzen voor zover de werken uiterlijk binnen twee jaar na de toekenning van de vaste subsidietoezegging zijn begonnen. Na afloop van die termijn wordt de kostprijs van de herzieningen slechts in aanmerking genomen indien de aanvrager het uitstel van uitvoering met elementen van overmacht rechtvaardigt;

2° de kostprijs van de wijzigingen en de noodzakelijke of onvoorzienbare bijkomende werken of leveringen;

3° 5 % van het totaalbedrag van de opdracht als algemene kosten betreffende de uitvoering van de opdracht, met inbegrip van :

a) de honoraria van de auteur van het project en de onderzoekskosten;

- b) de kosten van het toezicht op de uitvoering van de opdracht;
  - c) de aanbestedingskosten;
  - d) de kosten inzake verzekering en de kosten inzake controle en opvolging van de uitvoering van de werf tot de definitieve oplevering;
  - e) de kosten inzake de coördinatie van de veiligheid;
- 4° het oninbare gedeelte van de btw.

**Art. 12.** § 1. Voor de aankoop van onroerende goederen, met uitzondering van de terreinen, wordt de subsidie berekend op grond van de aankoopprijs die niet hoger is dan de schatting vastgelegd door het aankoopcomité of door de Ontvanger van de Registratie. Het in artikel 13 bedoelde subsidiepercentage is van toepassing.

§ 2. Voor de terreinen wordt de subsidieerbare uitgave op 60 % van de aankoopprijs bepaald, die niet hoger is dan de schatting van de bevoegde ontvanger van de registratie of van het aankoopcomité en wordt ze op 42.000 euro beperkt. Het in artikel 13 bedoelde subsidiepercentage is van toepassing.

§ 3. Voor de bouw, de uitbreiding en de renovatie van een containerpark wordt de subsidieerbare uitgave, behalve de aankoopprijs van het terrein, beperkt op één miljoen euro, excl. btw.

§ 4. De in § 2 en 3 bedoelde plafonds kunnen na advies van de administratie en op beslissing van de Regering tot maximum 84.000 euro en 1.500.000 euro, excl. btw, verhoogd worden voor containerparken gelegen op het grondgebied van de gemeenten van meer dan 150 000 inwoners waarvan de afmeting aangepast wordt aan de opvang van een grotere bevolkingsdichtheid. Deze containerparken kunnen evenwel in een aangrenzende gemeente gelegen zijn.

De in het eerste lid bedoelde maatregel kan slechts voor maximum twee containerparken per bedoelde territoriale zone toegepast worden.

#### *Afdeling 2. — Percentages van de subsidies*

**Art. 13.** § 1. Onverminderd de toepassing van het subsidieerbare gedeelte wordt het percentage van de subsidie bepaald op :

1° 60 % voor de bouw van een nieuw containerpark opgenomen in het Waalse net dat overeenkomstig het Waals afvalplan is bepaald;

2° 20 % voor de bouw van nieuwe containerparken niet-opgenomen in bedoeld net;

3° 70 % voor de renovatie of de uitbreiding van bestaande containerparken op de datum van goedkeuring van dit besluit;

4° 30 % voor de biomethaniseringsinstallaties;

5° 25 % voor de installaties voor afvalverbranding met energierugwinning;

6° 20 % voor de composteerinstallaties;

7° 20 % voor de voorbehandelings- of sorteerinstallaties, de installaties voor de behandeling van grove afval, de transfercentra en de administratieve gebouwen die niet geïntegreerd zijn in de behandelingsinstallaties en die bestemd zijn voor het afvalbeheerspersoneel.

Wat punt 3° betreft, wordt de bouw van een nieuw containerpark samen met de sluiting van een bestaand park als een renovatie beschouwd.

§ 2. De percentages bedoeld in § 1, 4°, 5° en 7°, worden met drie procent verhoogd indien de gesubsidieerde installatie minstens tien procent van de in artikel 3 bedoelde afval opvangt die in het territoriale ambtsgebied van een andere vereniging van gemeenten geproduceerd wordt.

Ze worden met zes procent verhoogd, indien de gesubsidieerde installatie minstens vijfendertig procent van die afval opvangt en met negen procent indien ze minstens zestig procent opvangt.

Indien de gesubsidieerde installatie afval opvangt die geproduceerd wordt in het ambtsgebied van verschillende andere verenigingen van gemeenten, wordt de verhoging van de percentages, zoals bedoeld in de twee vorige leden, beperkt tot tien procent.

Voor de toepassing van deze paragraaf stemt het afvalpercentage dat recht geeft op de percentageverhoging overeen met het bevolkingspercentage waarvan de afval ingezameld wordt om beheerd te worden in de installatie van een ander territoriaal ambtsgebied.

**Art. 14.** Voor de composteer- en biomethaniseringsinstallaties wordt het percentage met 5 % verhoogd na overlegging van de borderellen waaruit blijkt dat minimum 90 % van de hoeveelheden geproduceerde compost of digestaat daadwerkelijk gevaloriseerd werd in de land-, tuin- en bosbouw of anderen tuinwerken.

#### *Afdeling 3. — Principiële subsidietoezegging*

**Art. 15.** § 1. Om de principiële toezegging te krijgen, deelt de aanvrager het technisch project en een begrotingsraming van het project alsook de geplande datum voor de industriële ingebruikname van de installatie aan de administratie mee.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag voor de principiële toezegging binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Als het dossier onvolledig is, worden de nader te bepalen of te verstrekken ontbrekende gegevens nader bepaald in het bericht van ontvangst. De aanvrager beschikt over één maand na ontvangst van het bericht van ontvangst om de ontbrekende elementen aan de administratie over te maken.

§ 3. De administratie onderzoekt de technische en economische relevantie van het project, de bijzondere bestekken en de boekhouding van het project met zijn begroting.

De administratie brengt haar verslag en haar advies aan de Minister uit binnen negentig dagen na ontvangst van het volledige dossier.

De in het tweede lid bedoelde termijn wordt eventueel verlengd met de aan de aanvrager toegekende termijn van antwoord, indien het nodig bijkomende inlichtingen aangevraagd door de administratie in het kader van de behandeling van de aanvraag te verstrekken.

§ 4. De Minister beslist over de aanvraag voor de principiële subsidietoezegging binnen negentig dagen na ontvangst van het dossier.

*Afdeling 4. — Vaste subsidietoezegging*

**Art. 16.** § 1. De aanvrager maakt een aanvraag voor een vaste subsidietoezegging aan de administratie over op grond van een rechtvaardiging van de subsidieerbare uitgave goedgekeurd door haar bevoegde instanties.

De aanvraag omvat :

- 1° de schatting van het subsidiepercentage toepasselijk aan de overwogen investering;
- 2° de schatting van het subsidieerbare gedeelte;
- 3° de schatting van de datum van industriële ingebruikname;
- 4° in geval van aankoop van onroerend goed :
  - a) de schatting van de waarde uitgevoerd door het aankoopcomité of de ontvanger van de registratie;
  - b) het kadastrale perceelplan;
- 5° in het kader van de gesubsidieerde overheidsopdracht :
  - a) het bijzonder definitief bestek dat als basis voor de oproep tot de concurrentie heeft gediend;
  - b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;
  - c) de offerte ingediend door de gekozen inschrijver;
  - d) het verslag van analyse van de offertes vergezeld van de met redenen omklede beslissing van aanbestedende overheid die de gunning van de opdracht goedkeurt.

Voor de toekenning van de vaste toezegging zal de administratie bovendien nagaan of die beslissing het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van de toezichthoudende overheid tot goedkeuring van de gunningswijze en de gunning van de opdracht;

6° het bewijs dat de in artikel 7 bedoelde bevoorradingsgaranties vervuld worden.

§ 2. De administratie bericht ontvangst van de aanvraag voor de vaste toezegging binnen vijftien dagen na ontvangst ervan. Als het dossier onvolledig is, worden de nader te bepalen of te verstrekken ontbrekende gegevens nader bepaald in het bericht van ontvangst. De aanvrager beschikt over één maand na ontvangst van het bericht van ontvangst om de ontbrekende elementen aan de administratie over te maken.

§ 3. De administratie deelt haar verslag samen met haar beslissingsproject aan de Minister mee binnen negentig dagen na ontvangst van het volledige dossier.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt eventueel verlengd met de aan de aanvrager toegekende termijn van antwoord, indien het nodig is bijkomende inlichtingen aangevraagd door de administratie in het kader van de behandeling van de aanvraag te verstrekken.

§ 4. De Minister beslist over de aanvraag voor de vaste subsidietoezegging binnen negentig dagen na ontvangst van het verslag van de administratie. De vaste toezegging bepaalt het voorlopige bedrag van de subsidieerbare uitgaven en het voorlopige subsidieerbare gedeelte.

*Afdeling 5. — Goedkeuring van de eindrekeningen*

**Art. 17.** § 1. Zodra het project dat het voorwerp uitmaakt van de subsidie, uitgevoerd wordt, richt de aanvrager van de subsidie een aanvraag tot goedkeuring van de eindrekening van de uitgaven betreffende de kostprijs van de uitvoering van het project aan de administratie.

De in het eerste lid bedoelde aanvraag omvat alle elementen waarmee de eindrekeningen kunnen worden opgemaakt en waarmee de subsidieerbare uitgaven definitief kunnen worden berekend, en omvat minstens :

- 1° een afschrift van de kennisgeving van de gunning van de opdracht van de aannemer;
- 2° een afschrift van het bevel tot aanvatting van de werken;
- 3° een afschrift van de eventuele aanhangsels bij de opdracht of van elke andere wijziging van de opdracht;
- 4° een afschrift van de maandelijks staten van vordering waarin de gedetailleerde lijst van de uitgevoerde werken wordt bepaald, die de door de ondernemer aangevraagde betalingen, de goedgekeurde facturen en de overeenstemmende schuldvorderingverklaringen rechtvaardigen;
- 5° de lijst van de werken in min met deze in meer uitgevoerd in het kader van een overheidsopdracht voor de aanneming van werken met vermoedelijke hoeveelheden;
- 6° de lijst van de wijzigings- of bijkomende werken en de bewijselementen die hun onontbeerlijk of onvoorzienbaar karakter motiveren;
- 7° de contractuele herziening van de prijzen van de opdracht met inbegrip van het detail van de berekening van de herziening van de staten van vordering;
- 8° het detail van de eventuele nalatigheidsinterest;
- 9° een afschrift van het proces-verbaal van voorlopige oplevering, desgevallend ondersteund door verslagen van prestatietesten;
- 10° het attest met vermelding van het deel van btw dat door de vereniging van gemeenten of de gemeente teruggevorderd wordt;
- 11° het verslag van de bevoegde overheid tot goedkeuring van de eindrekening;
- 12° in geval van aankoop van onroerend goed; het afschrift van de verkoopakte.

Bovendien zal het proces-verbaal van definitieve oplevering zodra het beschikbaar is, voor informatie gericht worden aan de administratie.

§ 2. Het bestuur stuurt een bericht van ontvangst binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag bedoeld in § 1.

Als het dossier onvolledig is, worden de nader te bepalen of te verstrekken ontbrekende gegevens nader bepaald in het bericht van ontvangst. De aanvrager beschikt over één maand na ontvangst van het bericht van ontvangst om de ontbrekende documenten of elementen aan de administratie over te maken.

§ 3. De administratie bepaalt het bedrag dat door de Regering als subsidieerbare uitgave goedgekeurd moet worden binnen een termijn van 90 dagen na ontvangst van het volledige dossier.

De in het eerste lid bedoelde termijn wordt eventueel verlengd met de aan de aanvrager toegekende termijn van antwoord, indien het nodig is bijkomende inlichtingen aangevraagd door de administratie in het kader van de behandeling van de aanvraag te verstrekken.

§ 4. De eindrekening van de subsidieerbare uitgaven wordt na advies van de administratie per dossier door de Regering bepaald. In voorkomend geval bepaalt de Regering in haar beslissing de duur van de afschrijving van de subsidie overeenkomstig artikel 19.

#### *Afdeling 6. — Toekenning en uitbetaling van de subsidies*

**Art. 18.** De uitbetaling van de subsidie hangt af van :

- 1° de voorafgaande verkrijging en de handhaving van alle vereiste machtigingen;
- 2° de naleving van de in artikel 6 bedoelde verplichtingen.

**Art. 19.** § 1. De subsidies worden in jaarlijkse schijven uitbetaald.

Het uitbetaalde bedrag van de subsidie wordt jaarlijks voor het afgelopen boekjaar bepaald naar gelang van het subsidieerbare gedeelte.

§ 2. De betaling van de subsidie wordt over een periode van twintig jaar in schijven verdeeld.

In buitengewone en behoorlijk gemotiveerde gevallen kan de in artikel 17 bedoelde beslissing van de Regering een verschillende periode bepalen voor de betaling van de subsidie.

§ 3. Elke schijf dekt een jaarlijkse periode die begint op 1 januari van het kalenderjaar voor de uitbetalingsaanvraag en die eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

**Art. 20.** § 1. De begunstigde van de subsidie dient zijn aanvraag voor de uitbetaling van de subsidie voor het afgelopen kalenderjaar in. De uitbetaling gebeurt op de verjaardagsdatum van de industriële ingebruikname of, bij gebreke daarvan, op de verjaardagsdatum van de voorlopige oplevering van de installatie.

§ 2. De uitbetalingsaanvraag wordt bij de administratie ingediend en omvat :

1° de kenmerken van de door de betrokken infrastructuur behandelde afval, het soort behandelde stromen en de overeenstemmende tonnages en elke andere informatie om het subsidieerbare gedeelte voor de betrokken periode te bepalen;

2° de documenten en inlichtingen waarmee de naleving van de in artikel 6 bepaalde verplichtingen kan worden nagegaan;

3° de documenten en inlichtingen waarmee elke eventuele wijziging van de eigendomsregeling van de gesubsidieerde installatie kan worden beoordeeld;

4° de voor het verkrijgen van een eventuele verhoging van het subsidiepercentage nodige aangiften, overeenkomstig artikel 14;

5° het detail van de berekening van de door de begunstigde aangevraagde subsidie;

6° de schuldvorderingverklaring in twee originele exemplaren.

§ 3. De administratie stuurt een bericht ontvangst binnen vijftien dagen na ontvangst van het uitbetalingsdossier.

Als het dossier onvolledig is, worden de te verstrekken ontbrekende gegevens nader bepaald in het bericht van ontvangst. De aanvrager beschikt over één maand na ontvangst van het bericht van ontvangst om de ontbrekende elementen aan de administratie over te maken.

Bij gebrek aan antwoord van de aanvrager van de subsidie kan de administratie veronderstellen dat de installatie aan de voorwaarden voor het verkrijgen van de subsidie niet meer voldoet.

§ 4. De administratie deelt haar verslag met vermelding van het bedrag van de subsidie of de schijf aan de Minister mee binnen negentig dagen na ontvangst van het volledige dossier. Deze termijn wordt eventueel verlengd met de aan de aanvrager toegekende termijn van antwoord, indien het nodig is bijkomende inlichtingen aangevraagd door de administratie in het kader van de behandeling van de aanvraag te verstrekken.

§ 5. De Minister keurt het bedrag van de uitbetaling goed binnen negentig dagen na ontvangst van het verslag van de administratie.

De beslissing van de Minister die de subsidie of de annuïteit toekent, bepaalt het definitieve subsidieerbare gedeelte.

**Art. 21.** De uitbetaling van de subsidie wordt door de administratie uitgevoerd binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister.

#### *Afdeling 7. — Terugvordering van de subsidies*

**Art. 22.** In het kader van die subsidies vordert de Minister het geheel of een gedeelte van de subsidie terug :

1° wanneer de in dit besluit bedoelde toekenningsvoorwaarden en de verplichtingen van hun begunstigde niet meer nageleefd worden;

2° in geval van vermindering van het subsidieerbare gedeelte.

#### **TITEL II. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen**

**Art. 23.** Voor de toepassing van dit besluit dienen de vermelde bedragen exclusief btw te worden verstaan.

**Art. 24.** Behalve wat in artikel 25 wordt bepaald, wordt het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties opgeheven.

**Art. 25.** § 1. De aanvragen voor subsidies waarvoor een vaste toezegging vóór 1 januari 2016 is toegekend, blijven geregeld bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties, zoals gewijzigd als volgt:

1° in artikel 17, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in het eerste lid worden de woorden "vijf percent" vervangen door de woorden "drie procent";
- In het tweede lid worden de woorden "tien percent" vervangen door de woorden "zes procent" en worden de woorden "vijftien percent" vervangen door de woorden "negen procent";
- in het derde lid worden de woorden "twintig percent" vervangen door de woorden "tien procent";

2° artikel 9, 3°, vervalt.

§ 2. Deze bepalingen treden in werking vanaf 1 januari 2016 voor de verschuldigde schijven.

**Art. 26.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2016/15118]

**Consultatieve Commissie voor het toekennen van adellijke gunsten en voor het verlenen van eretekens van hoge graad. — Benoemingen. — Herbenoemingen**

Bij koninklijke besluiten van 16 september 2016 worden mevrouw Cathy BERX, de heer Denis MATHEN, mevrouw Isabelle MAZZARA en de heer Dominique MOORKENS benoemd tot lid van de Consultatieve Commissie voor het toekennen van adellijke gunsten en voor het verlenen van eretekens van hoge graad voor een termijn van vier jaar met ingang van 1 september 2016.

Bij koninklijke besluiten van 16 september 2016 worden jonkvrouw Martine de BASSOMPIERRE, de heer Derrick GOSSELIN, baron Didier MATRAY, de heer Hugo NYS, jonkheer Jacques van RIJCKEVORSEL, mevrouw Jehanne SOSSON, baron Johan SWINNEN en baron Philippe VLERICK herbenoemd als lid van bovengenoemde Commissie voor een tweede termijn van vier jaar met ingang van 1 september 2016.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2016/15118]

**Commission d'avis sur les concessions de faveurs nobiliaires et sur l'octroi de distinctions honorifiques de grade élevé. — Nominations. — Renouvellements**

Par arrêtés royaux du 16 septembre 2016, Mme Cathy BERX, M. Denis MATHEN, Mme Isabelle MAZZARA et M. Dominique MOORKENS ont été nommés membre de la Commission d'avis sur les concessions de faveurs nobiliaires et sur l'octroi de distinctions honorifiques de grade élevé pour un terme de quatre ans, prenant cours le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

Par arrêtés royaux du 16 septembre 2016, Mme Martine de BASSOMPIERRE, M. Derrick GOSSELIN, le baron Didier MATRAY, M. Hugo NYS, M. Jacques van RIJCKEVORSEL, écuyer, Mme Jehanne SOSSON, le baron Johan SWINNEN et le baron Philippe VLERICK ont obtenu le renouvellement de leur mandat de membre de ladite Commission pour un second terme de quatre ans, prenant cours le 1<sup>er</sup> septembre 2016.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2016/00624]

**21 JULI 2016. — Koninklijk besluit tot aanwijzing van de leden van de Raad van burgemeesters. — Rechtzetting**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 208 van 4 augustus 2016, bladzijde 47549, moet de volgende correctie worden aangebracht:

In de Nederlandse tekst, lees: "Overwegende dat de heer Damien THIERY niet benoemd is als burgemeester van Linkebeek" in plaats van "Overwegende dat de heer Damien THIERY niet benoemd is als burgemeester van Dilbeek".

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2016/00624]

**21 JUILLET 2016. — Arrêté Royal désignant les membres du Conseil des bourgmestres. — Avis rectificatif**

Au *Moniteur belge* n° 208 du 4 août 2016, page 47549, il y a lieu d'apporter la correction suivante:

Dans le texte français, lire: « Considérant que Monsieur Damien THIERY est bourgmestre non nommé de Linkebeek » au lieu de « Considérant que Monsieur Damien THIERY est bourgmestre non nommé de Dilbeek ».

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2016/00602]

**Tombola. — Vergunning**

Bij koninklijk besluit van 30 augustus 2016 genomen krachtens de wet van 31 december 1851, op de loterijen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk « Koninklijke Maatschappij voor Dierkunde van Antwerpen » te Antwerpen om van 1 april 2017 tot en met 31 maart 2018 in het gehele land een tombolaoperatie te organiseren.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2016/00602]

**Tombola. — Autorisation**

Un arrêté royal du 30 août 2016 pris en vertu de la loi du 31 décembre 1851 sur les loteries, autorise l'association sans but lucratif « Société Royale de Zoologie d'Anvers » à Anvers à organiser une opération de tombola, dans tout le pays, du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018 inclus.